



Toulouse le 30 octobre 2024

Objet : Actualité sociale

ASH 25 octobre 2024 : Dans sa nouvelle campagne choc : « imaginez Mona Lisa sans son sourire énigmatique ou Vincent Van Gogh abandonné dans un coin sombre d'un musée, Inconcevable ? », les petits Frères des Pauvres rappellent que c'est pourtant le sort de 2 millions de personnes âgées en France. Le titre de la campagne : « les inexposés ». La Joconde attire 7,3 millions de visiteurs par an, alors que Marie-Louise, 84 ans n'a reçu aucune visite cette année ..... Pour les Petits Frères des pauvres, la lutte contre l'isolement est un enjeu de société.

ASH 25 octobre 2024 : Le Conseil d'Administration de la CNSA (Caisse nationale de Solidarité pour l'Autonomie) viennent de rendre un avis défavorable sur le PLFSS 2025.

Le Média Social 25 octobre 2024 : Les Pouvoirs publics préconisent le regroupement des petits HEPAD arguant qu'en deçà de 50 lits, ce n'est pas viable. Pourtant, à contre-courant des idées reçues, certains petits EHPAD résistent à la logique financière, innovent et repensent leur mode d'intervention.

Le Média Social 25 octobre 2024 : A l'unanimité, les Députés de la commission des Affaires Sociales ont voté contre le PLFSS 2025. Jérôme Guedj (PS) : « nous sommes au bout d'un système et d'une procédure qui empêchent de répondre aux besoins et de réformer le financement ».

Les Echos 26 octobre 2024 : FO réaffirme son exigence d'abrogation de la réforme des retraites, tout en ouvrant la porte aux négociations.

Le Quotidien du Médecin 25 octobre 2024 : Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les maltraitements 2024 – 2027, la Haute Autorité de Santé publie deux guides pour aider les professionnels à mieux repérer les situations à risques et accompagner les victimes.

Le Média Social 28 octobre 2024 : La haute Autorité de Santé diffuse deux guides pour aider les professionnels à repérer les adultes victimes de maltraitance. Dédiés aux intervenants à domicile et en établissements sociaux et médico sociaux, ces outils s'inscrivent dans la stratégie gouvernementale de lutte contre la maltraitance.

Le Média Social 28 octobre 2024 : Un rapport d'information du Sénat estime que les communes ont un rôle à jouer dans l'adaptation des territoires au vieillissement de la population, mais qu'elles sont confrontées aux « lacunes des politiques nationales ».

La Dépêche 29 octobre 2024 : Les Députés ont entamé hier l'examen du budget de la Sécu. Au menu, d'une part le très contesté gel des pensions dont la revalorisation serait reportée du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 1<sup>er</sup> juillet 2025, d'autre part, l'abrogation de la réforme des retraites même si le retour à 62 ans a de fortes chances de se heurter au couperet de la recevabilité financière.

Le Quotidien du Médecin 29 octobre 2024 : PLFSS 2025 : contre la pénurie médicale, le cumul emploi retraite fait recette auprès des députés, Libérer du temps médical en favorisant davantage le cumul emploi retraite des médecins libéraux : face aux déserts médicaux, des parlementaires veulent miser sur ce levier, créant de vives inquiétudes de la CARMF.

Orange 29 octobre 2024 : Prévue pour être débattue le 31 octobre, lors de la niche parlementaire du groupe, la proposition de loi du RN (Rassemblement national) sur l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 et d'une partie de la réforme Touraine pourrait ne pas atteindre l'Assemblée selon le Figaro. Les deux articles principaux ont été rejeté par la droite, ensemble pour la république (EPR) et une partie de la gauche.

Orange 29 octobre 2024 : Un rapport sénatorial préconise de créer une deuxième journée solidarité pour financer la refonte des EHPAD. Le ministre de l'économie juge cette proposition très intéressante. Cette mesure permettrait 2,4 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

Le Média Social 29 octobre 2024 : PLFSS 2025 : L'UNIOPS demande un plan d'urgence pour le Grand Age : Daniel Goldberg son président rappelle que la loi « bien vieillir » du printemps prévoyait une loi de programmation. En l'absence d'une telle loi, « le PLFSS 2025 doit être le vecteur législatif permettant des réformes structurelles nécessaires d'ici la fin du quinquennat ». En l'état, le PLFSS ne le permet pas. Il doit présenter un « plan d'urgence pour les structures de l'Autonomie ». L'UNIOPS réitère sa demande « d'abroger les barrières d'Age et d'avancer vers une prestation universelle d'autonomie ».

Le Média Social 29 octobre 2024 : La cour de cassation, dans un arrêt du 26 septembre 2024 précise que l'assuré qui a élevé un enfant handicapé ouvrant droit à l'AEH et son complément, peut bénéficier de trimestres d'assurance vieillesse supplémentaire.

Francis De Block